



## Assemblée générale

Distr. générale  
31 octobre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### **Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux**

#### **Compte rendu analytique de la 6<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 21 juin 2011, à 10 heures

*Président :* M. Carrión-Mena ..... (Équateur)

### **Sommaire**

Adoption de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)

*Audition des pétitionnaires*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.

11-38147 (F)



**Merci de recycler**

*La séance est ouverte à 10 h 20.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

1. *L'ordre du jour est adopté.*

### **Question des îles Falkland (Malvinas)**

(A/AC.109/2011/14; A/AC.109/2011/L.7)

2. **Le Président** informe le Comité que les délégations de l'Argentine, du Brésil, d'El Salvador, du Guatemala, du Guyana, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay souhaitent participer à l'examen de cette question par le Comité. Il appelle l'attention sur le document de travail consacré à la question des îles Falkland (Malvinas) qui a été préparé par le Secrétariat (A/AC.109/2011/14) et sur le projet de résolution sur la question (A/AC.109/2011/L.7).

#### *Audition des pétitionnaires*

3. **Le Président** déclare que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les pétitionnaires sont invités à prendre place à la table qui leur est réservée. Ils se retireront après avoir prononcé leurs déclarations respectives.

4. **M. Edwards** (Assemblée législative des îles Falkland) considère que la revendication par l'Argentine de la souveraineté sur les îles Falkland est sans fondement : en effet, celles-ci n'ont jamais fait partie de l'Argentine et aucune population autochtone ou argentine n'en a jamais été expulsée. Cette revendication de souveraineté procède du mythe et d'une révision des faits historiques à l'avantage de l'Argentine, dont la position est illogique : elle plaide pour la décolonisation des îles, mais dans le but de pouvoir ensuite les coloniser de nouveau.

5. Les îles Falkland ont été peuplées et se sont développées naturellement, et les insulaires préfèrent demeurer des sujets britanniques. Le projet de résolution sur les îles doit donc inclure une référence à ce souhait exprimé par leurs habitants et une autre à leur droit fondamental à l'autodétermination. Celui-ci est une des pierres angulaires de la Charte des Nations Unies et s'applique également à tous les peuples, y compris ceux qui vivent sur les îles Falkland.

6. Les habitants des îles Falkland subviennent à leurs propres besoins et sont autonomes, sauf pour ce qui est des affaires étrangères et de la défense. Ils jouissent de l'indépendance, de la démocratie et d'un

niveau de vie élevé. Compte tenu de l'attitude agressive du pays voisin, il est important de maintenir sur les îles des capacités de défense fortes.

7. L'instauration de la zone de pêcheries des Falkland en 1986, puis la mise en place dans son intégralité de la zone de conservation périphérique de 200 milles marins en 1990, ont bénéficié aux insulaires, puisqu'elles leur ont permis d'accroître leurs revenus. Depuis, des efforts et des fonds considérables ont été consacrés à la conservation et la gestion des pêcheries, et certains des revenus supplémentaires que celles-ci génèrent sont utilisés au profit des agriculteurs.

8. Des gisements d'hydrocarbures ont été découverts dans les eaux territoriales des Falkland, mais la viabilité commerciale de leur exploitation reste à déterminer. Lors de l'établissement du budget national, on ne tient pas compte des revenus susceptibles d'en être tirés.

9. Réputées pour leur faune et leur flore sauvages, les îles constituent aussi une destination pour ceux qui souhaitent se rendre sur les champs de bataille du conflit de 1982 parce qu'ils y ont combattu, aussi le tourisme s'y développe-t-il. Les insulaires ont accès à une éducation gratuite de haute qualité, à un réseau de transports performant et à des moyens de communication modernes. Contrairement à ce qu'il se passait avant 1982, les jeunes reviennent habiter sur les îles une fois leurs études supérieures accomplies. Les salaires et les avantages sociaux qui y sont offerts sont désormais comparables à ceux qui le sont en Europe occidentale, ce qui permet d'attirer du personnel médical, des enseignants et d'autres travailleurs intellectuels hautement compétents.

10. À la suite du dernier changement en date intervenu dans ses instances gouvernementales, l'Argentine a dénoncé unilatéralement un certain nombre d'accords de coopération intéressant les recherches en matière de pêche et d'extraction minière. Le décret présidentiel n° 256 rend obligatoire l'obtention préalable d'une autorisation signée pour les sociétés souhaitant que leurs navires empruntent les eaux territoriales de l'Argentine lorsqu'ils se rendent dans les îles Falkland, ce qui est une disposition illicite. Celles qui pratiquent le forage dans les eaux territoriales des Falkland ou celles qui sont actives à la fois dans les îles Falkland et en Argentine sont pénalisées. Certes, les insulaires imposent des limites

strictes quant à la quantité de poissons qui peuvent être pêchés, mais l'Argentine a de son côté fixé des quotas tellement élevés qu'ils ne sont pas viables et menacent d'épuiser les stocks de poissons dans le sud-ouest de l'Atlantique.

11. La population des îles Falkland n'a pas été « importée », comme le prétend l'Argentine; elle descend d'immigrants venus des Amériques au XIX<sup>e</sup> siècle, et elle est composée de représentants de nombreuses nationalités. Depuis la réaffirmation de la souveraineté britannique en 1833, les insulaires ont façonné leur propre culture, qui est unique. S'ils ont choisi de ne pas devenir indépendants par rapport à l'Europe, ils n'en constituent pas moins un peuple à part entière, détenteur des mêmes droits par rapport à sa terre que les Argentins par rapport à la leur.

12. En sa qualité de membre démocratiquement élu du Gouvernement des îles Falkland, **M. Sawle** (Assemblée législative des îles Falkland) représente une population qui estime qu'il lui revient de déterminer son propre avenir. Le droit à l'autodétermination est un principe fondamental inscrit dans la Charte des Nations Unies et de nouveau énoncé dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Si le Comité souhaite s'en tenir à ce principe, il n'a donc d'autre option que de rejeter les prétentions de l'Argentine, expression agressive d'une forme d'expansionnisme territorial.

13. La résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale a été adoptée après que l'Argentine eut fait devant le Comité spécial des exposés remplis d'inexactitudes historiques et d'affirmations erronées, avançant par exemple que la population argentine qui résidait sur place avait été expulsée par les Britanniques en 1833. L'Assemblée générale a adopté cette résolution sans donner aux habitants des Falkland la possibilité de se défendre. Depuis lors, le Comité ne tient délibérément aucun compte des souhaits de ceux qui vivent sur les îles.

14. Les îles Falkland n'ont jamais fait partie de l'Argentine et aucune population civile n'en a été expulsée depuis 1765, date à laquelle la Grande-Bretagne a officiellement revendiqué sa souveraineté. En 1833, il est vrai qu'une garnison argentine en a été expulsée, mais les quelques civils qui résidaient sur place sont restés, à l'exception de quatre d'entre eux. L'Argentine doit apporter des preuves détaillées à l'appui de l'affirmation selon laquelle une population

civile aurait été expulsée par la force. La population actuelle n'a pas été implantée; c'est la seule qui ait jamais vécu sur les îles.

15. Les Gouvernements du Royaume-Uni et des îles Falkland ont tenté à plusieurs reprises de trouver un terrain d'entente avec l'Argentine afin de progresser sur la voie d'un règlement du différend qui les oppose à celle-ci. En 1999, les Gouvernements des îles Falkland et de l'Argentine ont signé une déclaration conjointe dans laquelle ils acceptaient de coopérer dans divers domaines, dans l'intérêt des deux parties. Celui des îles Falkland continue d'honorer pleinement ces engagements, mais pas celui de l'Argentine. En outre, ce dernier a pris unilatéralement une série de mesures, exigeant par exemple que les sociétés dont les navires traversent les eaux territoriales argentines en direction des îles Falkland et des îles de Géorgie du Sud – ou de retour de ces îles – sollicitent des autorisations pour ce faire; il prend en outre des sanctions contre les sociétés pratiquant la pêche et le forage pétrolier qui ont des intérêts dans les deux pays. L'objectif est de toute évidence de perturber l'économie des îles et d'isoler leur population.

16. L'exercice de la souveraineté n'est légitime que si la population y consent et l'accepte. La revendication de l'Argentine ne remplit pas ces exigences fondamentales et son objectif est d'autant plus futile que, si elle obtenait la souveraineté sur les îles Falkland, elle serait obligée d'y renoncer immédiatement en application du droit de la population à disposer d'elle-même, entériné par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV).

17. **M<sup>me</sup> Vernet** (Directrice du Musée historique national du Cabildo et de la Révolution de Mai, à Buenos Aires) explique que sa famille est présente depuis très longtemps sur les îles Malvinas. À la suite de l'accession de l'Argentine à l'indépendance, en 1810, l'arrière-arrière-grand-père de la Directrice, Luis Vernet, a été le premier commandant politique et militaire de l'archipel. Jusqu'à ce que l'Argentine en hérite en 1811, les îles Malvinas appartenaient à l'Espagne.

18. Dès 1823, Luis Vernet a investi sa fortune dans le développement économique des îles. Convaincu que l'établissement de groupes d'habitations serait bénéfique pour l'Argentine, il a demandé à devenir propriétaire de terres inoccupées sur deux des îles, s'engageant en retour à établir sur place de tels

groupes. Le Gouvernement argentin a accédé à cette demande en 1828 et Puerto Soledad a été désigné comme siège du Gouvernement des îles Malvinas.

19. En l'espace de deux ans, la population a dépassé cent habitants et l'île est devenue un comptoir commercial exportant du cuir, de la viande, du poisson et du bois de construction. En 1833, la population à prédominance argentine de la colonie a été dispersée et déplacée par les immigrants britanniques. Les Britanniques ont donc saisi un territoire qui appartenait, tant dans les faits que juridiquement, à l'Argentine.

20. La population actuelle n'est pas un peuple au sens juridique du terme et ne constitue ni une nation, ni un groupe ethnique à proprement parler. Les habitants des îles sont britanniques ou de descendance britannique et ne sont donc pas différents des citoyens de la Puissance coloniale. Comme ils n'ont jamais été assujettis à aucune puissance coloniale et qu'ils sont eux-mêmes des nationaux de la Puissance qui règne sur les îles, ils ne peuvent exercer un quelconque droit à l'autodétermination.

21. **M. Betts** raconte qu'il a été résident permanent sur les îles Malvinas jusqu'à la mi-1982, date à laquelle il s'est installé en métropole. En raison de son soutien, déclaré publiquement, à la position de l'Argentine dans le différend sur la souveraineté, il lui était en effet impossible de demeurer sur les îles et il a été expulsé de la colonie. En vertu de la loi sur la nationalité britannique de 1981, qui était alors en vigueur, il est devenu un sujet britannique apatride, sans droit d'entrée ni de résidence permanente au Royaume-Uni. En revanche, à son arrivée en métropole, en sa qualité de natif des îles, il a été automatiquement reconnu citoyen argentin et investi de tous les droits civils conférés par la Constitution et la législation argentines.

22. Du fait que M. Betts est citoyen argentin, la Puissance occupante ne l'autorise pas à revenir sur son lieu de naissance : cette interdiction frappe tous ceux qui sont nés sur les îles mais ont décidé de s'installer en métropole, ainsi que leurs descendants – au total, c'est plus d'un millier de personnes qui sont concernées. Il leur est également interdit de posséder des biens immobiliers sur les îles et de détenir des intérêts dans des entreprises locales. En conséquence, les îles se sont transformées en enclave coloniale où les nationaux argentins ne sont pas autorisés à entrer, fût-

ce en tant que travailleurs temporaires, et où le Royaume-Uni maintient un strict contrôle démographique. La loi sur la nationalité de 1983 dispose que la population de la colonie est britannique; d'ailleurs, en 2002, la citoyenneté britannique a été octroyée à tous les habitants des territoires britanniques ultramarins. Par conséquent, la situation des îles ressortit indiscutablement à une colonisation, et les nationaux du Royaume-Uni occupent bel et bien l'archipel.

23. Le système politique des îles est totalitaire, puisque aucun parti politique n'y est autorisé. Les candidats à des postes dans l'administration ne sont unis que par leur promesse de loyauté envers la Reine et par leur engagement à défendre les intérêts du Gouvernement britannique. Partant, les pétitionnaires coloniaux qui prennent la parole devant le Comité lui transmettent de fait les souhaits du Parlement britannique. Quiconque exprime son opposition est condamné à subir constamment intimidation et persécution. L'intolérance du système envers les opinions divergentes le protège contre toute velléité d'aborder les questions de souveraineté et de réouverture du libre-échange avec l'Argentine.

24. La situation coloniale qui résulte de l'occupation britannique des îles Malvinas, des îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud, ainsi que des zones maritimes environnantes, a été aggravée par la reconquête militaire de 1982. Par la suite, le Gouvernement britannique a enfreint de façon systématique les résolutions des Nations Unies en se livrant à certaines pratiques sans avoir consulté au préalable le Gouvernement argentin. Les îles constituent une place forte militaire et servent de terrain d'entraînement pour les soldats et de centre d'expérimentation de nouveaux missiles pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

25. Le Gouvernement britannique et les habitants des îles ont avancé que le paragraphe 6 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale ne s'appliquait qu'aux situations coloniales dans lesquelles la violation de l'intégrité territoriale était intervenue après l'adoption de la Charte des Nations Unies et de ladite résolution. Cependant, le Royaume-Uni a conquis les îles par la force à deux reprises, en 1833 et en 1982, aussi l'intégrité territoriale d'un État membre de l'ONU a-t-elle été violée avant comme après l'adoption de la Charte. Par conséquent, aucun autre

État que l'Argentine ne doit être autorisée à exercer la souveraineté sur ce territoire.

*Projet de résolution A/AC.109/2011/L.7 : Question des îles Falkland (Malvinas)*

26. **M. Errázuriz** (Chili), présentant le projet de résolution A/AC.109/2011/L.7 au nom des coauteurs, dit que le texte du projet confirme que la question à l'examen concerne une situation coloniale spécifique et particulière, différente des autres en raison du conflit qui oppose deux États au sujet de la souveraineté sur les territoires concernés. Un règlement négocié de ce conflit de souveraineté par les Gouvernements des deux parties est le seul moyen d'y mettre fin. Par conséquent, il est demandé à celles-ci de consolider le processus de dialogue et de coopération en reprenant leurs négociations afin de trouver une solution conforme aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

27. Cette question est importante pour les pays d'Amérique latine, comme en témoignent les déclarations adoptées lors de diverses réunions régionales, où ces pays ont rappelé qu'ils étaient favorables à l'exercice par l'Argentine de ses droits légitimes et au règlement du conflit de souveraineté. Le Groupe de Rio a lui aussi adopté une résolution dans laquelle il condamne les manœuvres militaires effectuées par le Royaume-Uni dans la région, qui contreviennent à la résolution 31/49 de l'Assemblée générale, et il a appelé les deux parties à reprendre les négociations dès que possible afin qu'il soit trouvé un règlement pacifique au conflit de souveraineté.

28. La persistance de situations coloniales au XXI<sup>e</sup> siècle est un anachronisme auquel il faut mettre fin. Le Chili trouve déplorable que, en dépit du temps écoulé depuis le début du conflit et des nombreuses résolutions adoptées par les Nations Unies à ce jour, aucune négociation diplomatique directe n'ait été engagée entre les parties. Le Chili apporte un soutien déterminé à l'exercice par la République argentine de ses droits de souveraineté légitime sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes, et il considère que des négociations bilatérales entre l'Argentine et le Royaume-Uni sont le seul moyen de régler leur différend.

29. Notant qu'il n'existe pas de raison valable pour repousser le règlement de la question des îles

Malvinas, l'orateur appelle les parties à reprendre les négociations de manière effective dès que possible. Il espère que le projet de résolution, à l'image des précédents projets de résolution sur cette question, sera adopté par consensus.

30. **M. Timerman** (Observateur de l'Argentine) dit que le 14 décembre 2010 a marqué le cinquantième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, énoncée dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Le Royaume-Uni s'est abstenu de voter sur cette résolution, indiquant ainsi clairement qu'il apportait un soutien sélectif au processus de décolonisation.

31. En sa qualité de Ministre des affaires étrangères, du commerce international et du culte de la République argentine, l'Observateur rappelle le caractère irrévocable et imprescriptible des droits de la République argentine sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes. Dans sa résolution 2065 (XX), l'Assemblée générale a présenté les îles comme faisant l'objet d'un conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni et elle a invité les Gouvernements de ces deux pays à négocier un règlement pacifique, en tenant compte des dispositions et des objectifs de la Charte et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, ainsi que des intérêts des habitants des îles.

32. Les négociations engagées ont été interrompues unilatéralement par le Royaume-Uni au début des années 80. À la suite du conflit armé, les nombreuses résolutions adoptées sur cette question par l'Assemblée générale et par le Comité ont attesté la persistance d'un conflit de souveraineté et la nécessité de reprendre les négociations bilatérales, mais le Royaume-Uni s'y est refusé. Tout porte à croire que celui-ci, en s'appuyant sur son statut de membre permanent du Conseil de sécurité, estime que le fait d'être partie à un conflit militaire l'exempte de ses obligations au titre du droit international.

33. Après deux tentatives d'invasion de Buenos Aires infructueuses, en 1806 et en 1807, la flotte britannique a occupé les îles Malvinas par la force en 1833, chassant la population locale et les autorités argentines. Elle les a remplacées par ses propres sujets et, depuis lors, le Gouvernement britannique empêche systématiquement les Argentins de s'installer dans

l'archipel. Le Royaume-Uni prétend défendre le droit des insulaires à l'autodétermination, mais son mépris de ce principe a été illustré par l'expulsion de 1 800 Chagossiens de l'atoll de Diego Garcia au début des années 70.

34. Les véritables intérêts du Royaume-Uni sont stratégiques et financiers, comme en témoignent ses activités illégales de recherche et d'exploitation de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables dans l'archipel et les eaux qui sont l'enjeu du différend, en violation flagrante du droit international, notamment de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale. Ces activités constituent un affront fait à l'Argentine et aux autres pays de la région.

35. L'objectif de l'accroissement de la présence militaire du Royaume-Uni sur les îles n'est pas clair. Il ne saurait être l'expression de la crainte d'une mobilisation militaire par l'Argentine, qui a affirmé à plusieurs reprises qu'elle respecterait sa constitution et la Charte des Nations Unies et ne chercherait à récupérer les territoires usurpés que par des moyens pacifiques. Les manœuvres militaires effectuées sur les îles, et plus spécifiquement les tirs de missiles, constituent une source de préoccupation pour toute la région, car ils enfreignent les règles élémentaires qui garantissent la sécurité de la navigation et de la vie en mer.

36. Conformément aux prescriptions des Nations Unies et aux mesures de précaution et garanties proposées par l'Argentine et négociées avec le Royaume-Uni dans les années 70, la Constitution argentine dispose que l'intérêt des habitants des îles sera pris en compte et leur mode de vie respecté. Le Gouvernement argentin continue de plaider résolument pour le droit à l'autodétermination, dans tous les cas où il s'applique; cependant, il ne s'applique pas dans celui des îles, puisque ses habitants sont des sujets britanniques et non pas un peuple colonisé. L'Argentine n'est pas hostile à l'idée de coopérer avec le Royaume-Uni s'agissant des questions pratiques liées à la situation de facto dans l'Atlantique Sud, en vue de l'instauration d'un cadre propice à la reprise des négociations. Toutefois, nombre des multiples accords provisoires qui ont été conclus à cette fin sont aujourd'hui caducs, car le Royaume-Uni s'en est prévalu pour conférer un semblant de légitimité aux activités qu'il menait sur une base unilatérale.

37. L'Argentine ne doute pas que la souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes lui revient. Son gouvernement n'en est pas moins disposé à s'acquitter du devoir qui incombe aux deux parties de reprendre les négociations sur la souveraineté. Le refus du Royaume-Uni de prendre acte des appels que lui lance la communauté internationale est d'autant plus inquiétant que c'est un membre permanent du Conseil de sécurité, organe dont l'objectif principal est de préserver la paix et la sécurité internationales.

38. L'Argentine attache une grande valeur à la mission de bons offices confiée au Secrétaire général, dont l'objectif est de ramener les parties à la table des négociations. Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union des nations de l'Amérique du Sud ont récemment demandé au Secrétaire général, Ban Ki-moon, de redoubler d'efforts à cet égard. Bien que le Premier Ministre britannique ait récemment déclaré que la question des îles Malvinas était close, l'expression de la volonté du plus puissant ne suffit pas à elle seule à justifier l'occupation territoriale au moyen du recours à la force. L'Observateur invite officiellement le Gouvernement du Royaume-Uni à reprendre les négociations afin de régler le conflit de souveraineté et de mettre fin à une situation coloniale qui est inacceptable et incompréhensible au XXI<sup>e</sup> siècle.

39. **M. Núñez Mosquera** (Cuba) estime que la détermination avec laquelle le Gouvernement de l'Argentine et sa population réclament la restitution de la partie du territoire national qui a été usurpée est rien moins qu'admirable. Il faut le reconnaître, le Gouvernement argentin est prêt à négocier pour recouvrer la souveraineté sur les îles Malvinas. Malheureusement, en dépit des nombreuses résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies a appelé de ses vœux de telles négociations, un règlement durable ne semble pas proche.

40. Cuba renouvelle son soutien à l'Argentine, car les îles font partie intégrante du territoire de celle-ci. Le Gouvernement du Royaume-Uni doit répondre positivement à celui de l'Argentine, qui se déclare prêt à reprendre les négociations bilatérales. Jusqu'à ce qu'un règlement négocié définitif soit arrêté, aucune action unilatérale susceptible de modifier la situation des îles ne doit être menée, conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale.

41. **M. Wang Min** (Chine) rappelle que la position de son pays sur les îles Malvinas a toujours été la même. Les négociations pacifiques en vue de régler les différends territoriaux sont conformes à l'esprit de la Charte des Nations Unies, et il s'agit là d'un principe important qui doit être appliqué et promu par la communauté internationale. La Chine espère que les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Argentine poursuivront un dialogue constructif, en application des résolutions de l'Assemblée générale sur la question, afin qu'il soit trouvé une solution juste et pacifique dès que possible.

42. Selon **M. Ja'afari** (République arabe syrienne), la présence du Ministre des affaires étrangères, du commerce international et du culte de l'Argentine montre bien l'importance que revêt le Comité pour ce pays, qui a toujours plaidé pour que soit respecté le droit international et pour que les nations évoluent vers plus de démocratie. En vérité, ces idéaux sont le fondement même de la politique étrangère de l'Argentine.

43. La position du Gouvernement syrien sur la question est conforme à celle qui a été exprimée dans la déclaration adoptée lors du deuxième Sommet Amérique du Sud-pays arabes, tenu à Doha le 31 mars 2009, et à la position traditionnelle du Groupe des 77 et de la Chine et du Mouvement des pays non alignés. Conformément au principe d'intégrité territoriale, l'Argentine doit exercer sa souveraineté sur la totalité de son territoire, y compris les îles Malvinas.

44. **M. Zhukov** (Fédération de Russie) estime qu'il faut trouver un règlement équitable et mutuellement acceptable à la question des îles Falkland (Malvinas), au moyen de négociations bilatérales entre l'Argentine et le Royaume-Uni et en tenant compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

45. Quant à **M. Kleib** (Indonésie), il avance qu'il est impossible d'appliquer des critères uniformes à toutes les situations de décolonisation parce que chacune est unique, comme l'illustre le cas des îles Falkland (Malvinas). De toute évidence, les antécédents historiques et politiques du conflit entre le Royaume-Uni et l'Argentine se démarquent de la configuration classique du processus de décolonisation. Les négociations doivent reposer sur le principe d'intégrité territoriale et prendre en compte l'ensemble des intérêts de la population. Les parties doivent tirer avantage des fondements solides de leur coopération

bilatérale dans de nombreux domaines d'activité pour trouver un règlement pacifique et mutuellement acceptable au conflit.

46. **M. Valero Briceño** (République bolivarienne du Venezuela) renouvelle le plein appui de sa délégation à la juste revendication par l'Argentine de ses droits légitimes à la souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes. Le conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni est le résultat de l'occupation illégale d'une partie de l'Argentine par le Royaume-Uni et il doit être réglé au moyen de négociations bilatérales. Dans de multiples résolutions et déclarations, les Nations Unies, l'Organisation des États américains et d'autres entités multilatérales ont instamment demandé qu'il soit trouvé sans délai un règlement conforme à la position de l'Argentine.

47. La délégation vénézuélienne encourage le Secrétaire général à poursuivre sa mission de bons offices afin de réunir les parties à la table des négociations appelées de leurs vœux par le Comité et l'Assemblée générale. Elle approuve la condamnation par l'Argentine de la décision unilatérale et illicite du Royaume-Uni d'exploiter les gisements d'hydrocarbures et de gaz du plateau continental de l'Argentine, ainsi que les manœuvres militaires auxquelles il procède dans la région, en violation de la politique régionale en la matière et de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale.

48. **M. Solón** (État plurinational de Bolivie) dit que les îles Malvinas ont été et demeureront la propriété de l'Argentine et que c'est le principe de souveraineté et d'intégrité territoriale, et non pas celui de l'autodétermination, qui s'applique à la question des Malvinas. Le différend ne pourra être réglé que par la négociation, et il faut se garder de toute action susceptible de modifier la situation actuelle au détriment de l'Argentine. La délégation bolivienne condamne aussi les manœuvres militaires effectuées par le Royaume-Uni dans la région et le fait qu'il exploite des ressources naturelles de l'Argentine. Quel que soit le règlement négocié, cette décision prise unilatéralement par le Royaume-Uni d'utiliser les ressources en question devra valoir une indemnisation à l'Argentine.

49. **M. Morejón** (Équateur) réaffirme la position de son pays, qui reconnaît les droits légitimes de l'Argentine dans le conflit de souveraineté qui l'oppose

au Royaume-Uni au sujet des îles Malvinas, des îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et des zones maritimes environnantes. Les principes d'intégrité territoriale, de respect de la souveraineté des États et de règlement pacifique des différends sont des concepts essentiels dans le cadre des relations internationales. La délégation équatorienne rappelle qu'il est nécessaire d'appliquer les résolutions que l'Assemblée générale et le Comité ont adoptées, prenant acte de ce que la question des Malvinas procédait d'une situation coloniale différente des autres. Le représentant de l'Équateur appelle les parties à engager des négociations directes tendant à un règlement pacifique et durable de ce conflit de souveraineté qui n'a que trop duré.

50. **M. Rosales Días** (Nicaragua) confirme que la souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes revient sans aucun doute à l'Argentine. Ne pas le reconnaître reviendrait à entériner une atteinte à l'intégrité territoriale du pays. La situation des Malvinas est l'exemple même d'une dépossession de type colonial.

51. Il est important de noter que l'Argentine a toujours été prête à reprendre les négociations afin de trouver un règlement au différend. La communauté internationale a pris acte de cette position et la soutient, elle qui, dans le cadre de diverses tribunes régionales, a exprimé son appui à la reprise des négociations entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni. La délégation nicaraguayenne condamne la décision unilatérale et illégale du Royaume-Uni de procéder à des manœuvres militaires dans la région, ainsi que son exploitation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables de l'Argentine.

52. Il est temps que les enclaves coloniales et impériales disparaissent des îles Malvinas et que le territoire revienne à son véritable et légitime propriétaire, à savoir la nation argentine. Le Nicaragua appuie pleinement et sans condition la revendication par l'Argentine de son droit légitime à la souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes, ainsi que sur leur sous-sol et leurs ressources naturelles.

53. **M. Amangoua** (Côte d'Ivoire) rappelle que son pays souhaite un règlement pacifique et négocié de la

question des îles Falkland (Malvinas). Mais tout règlement qui ne prendrait pas en compte les aspirations des insulaires ne serait pas conforme au paragraphe 2 de l'Article 1 et à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. La délégation ivoirienne renouvelle son appui à l'autodétermination des insulaires. Elle appelle l'Argentine et le Royaume-Uni, qui entretiennent tous deux d'excellentes relations avec la Côte d'Ivoire, à instaurer des conditions propices à la reprise de négociations bilatérales sur la question des îles Falkland (Malvinas).

54. Selon **M. Daou** (Mali), à l'heure où le Comité prépare la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, la communauté internationale et les Nations Unies doivent faire tout leur possible pour mettre fin au colonialisme. Il est regrettable que, en dépit des nombreuses résolutions des Nations Unies appelant à un règlement équitable et durable de la question des îles Falkland (Malvinas), la situation ne se soit pas améliorée. Le Gouvernement malien, qui entretient d'excellentes relations tant avec l'Argentine qu'avec le Royaume-Uni, s'est toujours dit favorable au règlement pacifique du différend. Il appelle les deux pays à instaurer des conditions propices à la reprise de négociations bilatérales et à engager un dialogue constructif et efficace, sans délai.

55. **M<sup>me</sup> Kargbo** (Sierra Leone) réaffirme que son pays préconise un règlement pacifique négocié de la question des îles Falkland (Malvinas). Par la résolution 637 (VII) de l'Assemblée générale, les États Membres se sont engagés à soutenir le principe du droit de tous les peuples et de toutes les nations à disposer d'eux-mêmes et à considérer que l'autodétermination était une condition préalable de la jouissance de tous les droits fondamentaux de l'homme.

56. En conséquence, tout règlement qui ne correspondrait pas aux aspirations des habitants des îles ne serait pas conforme aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et reviendrait à un déni des droits fondamentaux de cette population et à une violation de son droit de déterminer librement sa situation politique, économique, sociale et culturelle.

57. *Le projet de résolution A/AC.109/2011/L.7 est adopté.*

58. Prenant la parole au nom des États membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et des États qui y sont associés, **M. Dos Santos** (Observateur du



Paraguay), rappelle que, lors du Sommet du MERCOSUR tenu à Foz de Iguazu (Brésil) le 17 décembre 2010, les présidents des États membres du MERCOSUR et des États associés ont réaffirmé les termes des déclarations sur les îles Malvinas adoptées à Potrero de los Funes (Argentine) en 1996 et à Asunción en 1999. Ils ont renouvelé leur soutien à l'Argentine, qui cherche à faire valoir ses droits légitimes dans le conflit de souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes.

59. En outre, les présidents ont fermement condamné les manœuvres militaires effectuées par le Royaume-Uni dans la région, notamment les essais de missiles, ainsi que l'exploitation par ce pays de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du plateau continental argentin, en violation de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale.

60. Prenant ensuite la parole en sa qualité de représentant du Paraguay, M. Dos Santos dit que la position de son pays au sujet des droits légitimes de l'Argentine dans le conflit de longue date qui concerne les îles Malvinas et les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud est ferme et ne variera pas. Une volonté politique inaltérable sera requise pour qu'il soit possible de parvenir à un règlement satisfaisant. Celui-ci devra prendre en compte les revendications historiques de l'Argentine portant sur les îles en question.

61. M. Dos Santos appelle les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni à reprendre les négociations et à poursuivre le renforcement de leurs relations bilatérales, afin de régler leur différend.

62. Prenant la parole au nom de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR), **M. Talbot** (Observateur du Guyana) dit que, lors du quatrième sommet ordinaire de l'Union, tenu à Georgetown (Guyana) le 26 novembre 2010, les chefs d'État et de gouvernement de l'UNASUR ont adopté une déclaration réaffirmant leur soutien sans faille à la République argentine, qui cherche à faire valoir ses droits légitimes dans le conflit de souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes. Ils ont également pris toutes les mesures réglementaires appropriées pour interdire leurs ports aux navires battant le pavillon illégal des îles Malvinas et des îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud qui transportent

des cargaisons destinées à l'exploitation de gisements d'hydrocarbures et de gaz et/ou à l'extraction minière sur le plateau continental argentin.

63. En dernier lieu, appelant l'attention sur une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU par les chefs d'État et de gouvernement de l'UNASUR concernant la question des îles Malvinas (A/65/812), l'Observateur rapporte que ceux-ci ont prié instamment les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de reprendre les négociations afin de parvenir, dans les meilleurs délais, à une solution pacifique du conflit en question.

64. **M. Rosenthal** (Observateur du Guatemala) dit que le conflit de souveraineté entre la République argentine et le Royaume-Uni porte sur une situation coloniale qui n'est pas classique : elle implique un territoire colonisé, et non un peuple, aussi le principe d'autodétermination n'est-il pas applicable en la circonstance.

65. L'Observateur approuve les prescriptions formulées par l'Assemblée générale et le Comité s'agissant de la question des îles Malvinas, et il espère que l'Argentine et le Royaume-Uni reprendront dès que possible des négociations bilatérales afin de parvenir à un règlement juste, pacifique et durable du conflit de souveraineté, conformément aux nombreuses résolutions qui ont été adoptées sur cette question.

66. **M. Dos Santos** (Observateur du Brésil) rappelle que son pays a toujours soutenu la revendication par l'Argentine de ses droits légitimes dans le cadre du conflit de souveraineté sur la question des îles Malvinas. Prenant note du document de travail établi par le Secrétariat (A/AC.109/2011/14), il regrette qu'aucun progrès n'ait encore été enregistré sur la voie d'une reprise des négociations entre l'Argentine et le Royaume-Uni, bien que le Gouvernement argentin ait adopté une position constructive à cet égard. L'Observateur apporte aussi son soutien au Secrétaire général dans l'exercice de la mission de bons offices que lui a confiée l'Assemblée générale.

67. Les activités unilatérales et illicites menées par le Royaume-Uni dans la région et sur le plateau continental de l'Argentine, qu'elles soient militaires ou prennent la forme de forages effectués en vue de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures et de gaz, ont été condamnées par le Président du Brésil et la Présidente de l'Argentine dans la déclaration conjointe qu'ils ont signée à San Juan en août 2010, par les chefs

d'État et de gouvernement de l'UNASUR, dans leurs déclarations du 12 octobre 2010 et du 26 novembre 2010 et par l'Organisation des États américains dans la déclaration qu'elle a adoptée à San Salvador le 7 juin 2011, toutes déclarations qui concernent la question des îles Malvinas.

68. **M. Cancela** (Observateur de l'Uruguay) réaffirme la position de son pays, qui reconnaît les droits légitimes de l'Argentine dans le conflit de souveraineté qui l'oppose au Royaume-Uni au sujet des îles Malvinas, des îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et des zones maritimes environnantes. Dans sa résolution 2065 (XX), l'Assemblée générale a constaté que la question à l'examen portait sur une situation coloniale spécifique et particulière, impliquant un conflit de souveraineté entre deux États auquel il ne pourrait être mis fin qu'au moyen d'un règlement pacifique et négocié.

69. À cet égard, les parties doivent reprendre les négociations afin de trouver une solution; elles doivent en outre se garder de toute action unilatérale susceptible de compromettre lesdites négociations – comme, par exemple, l'exploitation par le Royaume-Uni de ressources naturelles non renouvelables sur le plateau continental argentin. En dernier lieu, il est regrettable que le Gouvernement du Royaume-Uni ait décidé de procéder à des manœuvres militaires, et notamment à l'essai de missiles, sur les îles Malvinas, car il contrevient ainsi aux règles édictées par l'Organisation maritime internationale.

70. **M. Rodríguez Arnillas** (Observateur du Pérou) dit que son pays appuie fermement les efforts déployés par les Nations Unies pour éliminer le colonialisme. Mais en dépit des progrès accomplis dans cette direction, le cas des îles Malvinas n'est toujours pas réglé. Le Pérou reconnaît les droits souverains de la République argentine sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et de Sandwich Sud et les zones maritimes environnantes.

71. La position du Pérou repose sur des critères historiques, géographiques et juridiques. L'Argentine a hérité des îles Malvinas en obtenant son indépendance et elle a exercé son droit de souveraineté à partir de ce moment, jusqu'à ce qu'une puissance étrangère la dépasse des îles par la force en 1833.

72. Le cas des îles Malvinas est une source de grave préoccupation pour la région, comme l'ont affirmé à plusieurs reprises l'Organisation des États américains,

le Groupe de Rio et l'Union des nations de l'Amérique du Sud. Le Gouvernement péruvien a toujours été d'avis que ce conflit de souveraineté ne pourrait être réglé que par la négociation. Il constate que l'Argentine s'est toujours montrée prête à engager un dialogue pour parvenir à un règlement négocié et il espère que le Royaume-Uni adoptera une attitude tout aussi constructive.

73. Selon **M. García González** (Observateur d'El Salvador), tout règlement de la question des îles Malvinas doit être respectueux de l'intégrité territoriale de l'Argentine et lui permettre d'exercer pleinement sa souveraineté légitime. Cette position repose non seulement sur la solidarité, mais aussi sur les principes enracinés dans le droit international et sur les caractéristiques géographiques, juridiques et historiques de l'archipel.

74. Les arguments avancés par la Puissance occupante sont l'expression d'une attitude coloniale et d'une interprétation unilatérale de la situation, qui ne tient pas compte du fait que l'enjeu est celui de la souveraineté, ainsi que l'Assemblée générale l'a pourtant indiqué dans sa résolution 2065 (XX), adoptée à l'unanimité.

75. L'occupation des îles, qui procède d'une décision géopolitique qui remonte à 1833, est un anachronisme dans le monde moderne. La délégation d'El Salvador appelle la puissance coloniale à honorer son obligation morale et politique de reprendre les négociations avec l'Argentine, afin que soit trouvé dès que possible un règlement juste, pacifique et définitif au conflit de souveraineté.

*La séance est levée à 13 h 20.*